

RÉUTILISATION DES EAUX USÉES : PLAN AMBITIEUX

Un nouveau programme sera lancé par la ministre déléguée en charge de l'Eau. Baptisé « *Plan national de réutilisation des eaux usées épurées* », ce programme que présentera la ministre Charafat Afailal, vise à asseoir un cadre financier et institutionnel qui accompagnera de nombreux projets de grande envergure visant la réutilisation des eaux usées traitées. Selon la ministre Afailal « *les projets de réutilisation, opérationnels ou en cours de mise en service, sont au nombre de 18, mobilisant 38 millions de m³/an, soit 8% seulement des eaux usées* ». Et Afailal d'expliquer que ces projets concernent l'usage pour l'irrigation des espaces verts et des golfs pour environ 69,3% à Marrakech, Agadir, Essaouira et Ouarzazate, l'usage à des fins agricoles qui ne représente pour le moment que 13%, l'usage industriel pour le lavage et le transport des minerais dans les industries de phosphate ainsi que la recharge de nappes par les eaux usées de la STEP de Biougra (1,1%). Actuellement, le défi à relever pour le département de l'Eau, à travers ce nouveau programme, est d'atteindre la réutilisation de près 325 millions de m³ d'eaux usées en 2030. Dans le but de mener à bien cet objectif, la ministre déléguée table sur l'implication de l'ensemble des partenaires concernés par ce dossier. « *Les acteurs intervenant dans ce secteur doivent être*



conscients de l'enjeu d'un tel programme, car la réutilisation des eaux usées traitées permettra non seulement d'atténuer le déficit hydrique, mais permettra également d'améliorer la qualité des ressources en eau et l'environnement ». A souligné Afailal. Nombre d'observateurs estiment que la réutilisation des eaux usées épurées vient traduire la volonté du Souverain de remplacer l'usage de l'eau potable à des fins d'arrosage par les eaux usées épurées. Ils affirment également que le Royaume représente un exemple à suivre en matière de gestion des ressources hydriques. Pour rappel, la réutilisation des eaux usées est un projet d'envergure qui implique, en plus du ministère en charge de l'eau, le département de l'Intérieur et celui de l'Économie et des Finances. ■ M.L